

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
49 bis, rue Laplace
41 000 Blois

BLOIS, le 13/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PROCTER ET GAMBLE BLOIS

126 avenue de Vendôme
41000 Blois

Références : 2023-156
Code AIOT : 0010004219

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/10/2022 dans l'établissement PROCTER ET GAMBLE BLOIS implanté 126, Avenue de Vendôme 41000 Blois. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Rejet accidentel (gestion de crise, enquête accident à chaud).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROCTER ET GAMBLE BLOIS
- 126, Avenue de Vendôme 41000 Blois
- Code AIOT : 0010004219
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Usine de fabrication de shampoings, après-shampoings et gels douche.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Enquête accident à chaud (déversement accidentel suite à rupture d'une cuve de la STEP interne contenant 200 m3 de shampoings dilués à 60% / effluents de rinçage des unités de fabrication).
- Gestion de crise : alertes, mises en sécurité, organisation POI

- Produits chimiques : FDS du produit impliqué, caractérisation du rejet accidentel (en terme d'aquatotoxicité en particulier)
- Classement de l'évènement au regard de l'échelle européenne des accidents industriels
- Analyse des causes, RETEX et plan d'actions, mesures transitoires compensatoires
- Prévention des pollutions des eaux de surface : impacts sur les milieux récepteurs (STEP urbaine de Blois et Loire)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Impact sur la station d'épuration de Blois	Arrêté Préfectoral du 29/05/2013, article 4.3.7, 4.3.9	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
9	Evaluation de l'impact sur le milieu récepteur final (la Loire) via le Rapport d'Accident	Code de l'environnement du 14/10/2022, article R.512-69	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
10	Analyse des causes - mesures correctives et curatives (RETEX) via le rapport d'accident	Arrêté Préfectoral du 29/05/2013, article 2.5.1	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Reprise d'activité et mesures compensatoires transitoires	Arrêté Préfectoral du 29/05/2013, article 7.1	/	Sans objet
12	Contenu du POI	Arrêté Préfectoral du 29/05/2013, article 7.7.5.2	/	Sans objet
13	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 29/05/2013, article 4.2.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Alerte astreintes et premières mises en sécurité	Arrêté Préfectoral du 29/05/2013, article 7.1, 7.7.4	/	Sans objet
2	Notification de l'incident	Code de l'environnement du 14/10/2022, article R.512-69	/	Sans objet
3	Alertes services extérieurs concernés	Arrêté Préfectoral du 29/05/2013, article 7.1, 7.7.4	/	Sans objet
4	Organisation POI	Arrêté Préfectoral du 29/05/2013, article 7.7.5.2	/	Sans objet
5	Disponibilité FDS	Arrêté Préfectoral du 29/05/2013, article 7.2.1	/	Sans objet
7	Détermination du caractère aquatoxique ou non du rejet accidentel	Règlement européen du 14/10/2022, article /	/	Sans objet
8	Caractérisation SEVESO de l'évènement (accident "majeur" ou non)	Autre du 14/10/2022, article /	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Voir tableau des constats

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alerte astreintes et premières mises en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2013, article 71, 7.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : APC 29/05/2013, article 71, principes directeurs : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents [...] et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans [...] les situations transitoires et dégradées [...].</p> <p>APC 29/05/2013, article 7.7.4, consignes de sécurité : [...] Ces consignes indiquent notamment : - [...] <ul style="list-style-type: none"> - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel, - la procédure d'alerte des services d'intervention, etc. - [...] </p>
<p>Constats : Grande réactivité de l'exploitant, pour l'alerte et la mobilisation des astreintes et la mise en oeuvre des actions immédiates de mise en sécurité et de protection du milieu récepteur. Pas de constat de non-respect.</p>
<p>Observations : Synthèse des données recueillies par l'inspection lors de la visite et enregistrée dans la fiche de notification transmise par l'exploitant :</p> <p>Le 14/10/2023 :</p> <p>6h53 : Rupture de la cuve BT200 Fast (réf : B0502) Il s'agit d'une des deux cuves de 200 m3 unitaire destinées à recevoir les effluents de lavage des mélangeurs de la production, avant traitement par la STEP interne.</p> <p>6H54 : L'opérateur de la STEP interne donne l'alerte.</p> <p>7h00 : La personne de la maintenance met en œuvre les actions de mise en sécurité du milieu réception : déclenchement des pollustop concernés (201 et 202) pour protection du réseau de collecte, mise en place d'obturateurs d'égouts sur la voirie des zones 80 et 81 qui déversent dans les décanteurs 105 (puisard 73) et 109 (puisard 83).</p> <p>7h-7h30 : Arrêt de la production du site (y compris les opérations de lavage mélangeurs et des installations de production d'eau (traitement de l'eau de ville sur REI, impliquant des cycles de régénération).</p> <p>Lors de la visite terrain, l'inspectrice a constaté que la zone était balisée (interdiction d'accès) et que les opérations de collecte de l'effluent présent dans le réseau de collecte des eaux pluviales du site, confiné sur site grâce aux pollustop) étaient en cours (3 prestataires spécialisés / 6 camions de pompage). Le nettoyage de la rétention de la cuve était également en cours. Le sentier / piste cyclable qui longe le site côté rue Alexandre Fleming avait déjà été nettoyé (plus de mousse résiduelle).</p> <p>L'exploitant a confirmé que l'ensemble des mises en sécurité a été fait dans la zone concernée (alimentation en électricité et transferts de fluides).</p> <p>L'exploitant a également confirmé avoir vérifié l'absence de dégâts sur les installations et équipements situés dans la zone impliquée par le déversement, notamment au niveau de la STEP interne.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Notification de l'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/10/2022, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration des accidents et incidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.
Constats : Pas de constat de non-respect.
Observations : Alerte DREAL UiD à 8h après réalisation des premières actions de mise en sécurité (cf. point de contrôle n°1) → l'exploitant a informé l'interlocuteur DREAL avoir également informé la police de l'eau. La DREAL UiD37-41 a diligenté un inspecteur de l'environnement pour une enquête incident à chaud (visite réactive). L'inspectrice a participé à la gestion de crise au sein de la cellule POI déployée sur site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Alertes services extérieurs concernés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2013, article 7.1, 7.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Information des tiers en cas d'incident / accident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : APC 29/05/2013, article 7.1, principes directeurs : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents [...] et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans [...] les situations transitoires et dégradées [...]. APC 29/05/2013, article 7.7.4, consignes de sécurité : [...] Ces consignes indiquent notamment : - [...] <ul style="list-style-type: none"> - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel, - la procédure d'alerte des services d'intervention, etc. - [...]
Constats : Pas de constat de non-respect.
Observations : Alerte de l'exploitant de la station d'épuration de Blois (Agglopolys) à 8h après réalisation des premières actions de mise en sécurité (cf. point de contrôle n°1 du présent rapport). Informations données à la ville de Blois vers 10h30 concernant la nature de l'évènement en vue de l'information des riverains.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Organisation POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2013, article 7.7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] <p>Le P.O.I. définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.</p> [...] <p>Un exemplaire du P.O.I. doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.</p> [...]
Constats : Pas de constat de non-respect.
Observations : Cellule POI déployée rapidement (première réunion de crise à 8h30, avec tout le personnel compétent). Bonne répartition des fonctions, bonne communication entre les fonctions. Les documents utiles sont disponibles depuis la salle de crise (POI, EDD, etc.), via les outils de partage en ligne et/ou documents papiers. Le POI a moins de 3 ans (version 9/6/2021).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Disponibilité FDS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2013, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Connaissance des produits dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité.
Constats : Pas de constat de non-respect.
Observations : L'exploitant a présenté la FDS élaborée pour les effluents de lavage (référence : WASTE - CONDITIONNER MIX - water based, version 1 du 26/08/2016). Format de la FDS conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Impact sur la station d'épuration de Blois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2013, article 4.3.7, 4.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques de rejets, VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : AP 29/05/2013, article 4.3.7, caractéristiques générales de l'ensemble des rejets :</p> <p>Les effluents rejetés doivent être exempts :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de matières flottantes, - de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes, - de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages. <p>Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Température : < 30°C - pH : compris entre 5,5 et 8,5 - Couleur : [...] <p>AP 29/05/2013, article 4.3.9, VLE des eaux résiduaires après épuration :</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ainsi que concernant le débit d'effluents et le pH ci-dessous définies.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Volume maximal sur 24 h : 550 m³ - Volume maximal horaire : 40 m³/h <p>+ valeurs extraites du tableau des VLE de l'AP :</p> <ul style="list-style-type: none"> - DCO : limite en flux : 250 kg/j ; limite en concentration : 2000 mg/l - DBO5 : limite en flux : 400 kg/j ; limite en concentration : 800 mg/l - Zinc : 1 kg/j ; limite en concentration : 2 mg/l - tensio-actifs anioniques : 230 kg/j ; limite en concentration : 500 mg/l [...]
<p>Constats : Rejet accidentel d'effluents de lavage non traité par la STEP interne (circonstanciel direct) au réseau de collecte de la ville de Blois suite à rupture de la cuve BT200Fast d'une capacité unitaire de 200 m³ (14/10/2022 - quantité maximale envoyée dans le réseau évaluée par l'exploitant à 25 m³ avec une DCO de 71,5 g/l, soit une charge estimée de façon conservatoire à environ 1800 kg max).</p> <p>Il peut être estimé que cet incident est susceptible d'impliquer un dépassement de la charge journalière maximale que PROCTER est autorisé sous convention à envoyer dans le réseau de collecte de la ville (non séparatif - vers la STEP urbaine de Blois) pour l'ensemble des paramètres visés par l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale (autres paramètres non évaluables au regard des informations collectées lors de l'enquête).</p>
<p>Observations : Données collectées lors de la visite / enquête accident / gestion de crise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La cuve de 200 m³ contenait un mélange de shampoing, d'après-shampoings et d'eau (40% de produits finis - 60% d'eau). - L'exploitant évalue de façon conservatoire la quantité d'effluents rejetés dans le réseau de collecte de la ville à 20-25 m³ (sans prise en compte de la quantité pompée par le prestataire de nettoyage dans le réseau de collecte du site, du fait que la quantité n'est pas évaluable (opérations de lavage et fortes pluies)) et de la quantité d'effluents qui a débordé sur la rue Alexandre Fleming par effet de vague). - Teneur en DCO de l'effluent contenu dans la cuve : 69 000 mg/l (résultat de l'analyse sur le prélèvement réalisé le 14/10/2022 à 6h35, juste avant la rupture de la cuve). <p>→ Il peut donc être estimé de façon majorante que les quantités suivantes ont été envoyées dans le réseau de collecte de la ville (réseau non séparatif eaux pluviales / eaux sanitaires et industrielles acheminant les eaux collectées vers la STEP urbaine de Blois) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - DCO : 1380 à 1725 kg,

- autres paramètres visés par l'article 4.3.9 (effluents traités sortie STEP interne) : non évaluable par l'inspectrice dans le cadre de l'enquête, mais il est très probable que les valeurs limites en concentration et en flux journaliers soient non respectés du fait qu'il s'agissait d'un effluent de lavage non encore traité sur la STEP interne.

- paramètres visés par l'article 4.3.7 (tous effluents, y compris non traités) : les données recueillies ne conduisent pas à craindre que l'incident puisse être susceptible de nuire à la conservation des ouvrages de collecte et de traitement de la ville de Blois.

Courriel exploitant 21/11/2022 :

Transmission du bordereau signé relatif aux résultats d'analyse (interne) de l'échantillon d'effluents de lavage prélevé dans la cuve juste avant l'incident - prélèvement journalier réalisé à 6h35) :

- BT200Fast : DCO 71 510 mg/l

→ réévaluation de la charge max de DCO envoyée à la ville du fait de l'incident : 1430 à 1788 kg

A noter que lors de la visite, l'exploitant a indiqué avoir fait procéder à un prélèvement au niveau du canal venturi en sortie de la STEP interne dans le cadre de la gestion de crise, afin de vérifier que celui-ci n'avait pas été contaminé par un écoulement d'effluent issu de la cuve qui a rompu. Résultat : DCO 858 mg/l (conforme ; inférieure à 2000 mg/l).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Détermination du caractère aquatoxique ou non du rejet accidentel

Référence réglementaire : Règlement européen du 14/10/2022, article /

Thème(s) : Produits chimiques, Classification CLP de l'effluent rejeté

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Règlement européen CLP n°1272/2008 (classification et étiquetage des substances et produits dangereux), en vigueur le 14/10/2022, jour de l'incident.

Constats : Pas de constat de non-conformité qualifiable dans la mesure où l'exploitant dispose bien d'une FDS conservatoire et dans un format conforme concernant les effluents de lavage des mélangeurs envoyés à la STEP interne et stockés dans la cuve qui a rompu.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Caractérisation SEVESO de l'évènement (accident "majeur" ou non)

Référence réglementaire : Autre du 14/10/2022, article /
Thème(s) : Risques accidentels, Echelle européenne des accidents majeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Échelle européenne des accidents industriels au sein d'établissements SEVESO (source : BARPI) Celle-ci a été établie afin de répondre à la définition issue de la Directive n°2012/18/UE du 04/07/2012, article 3-13 : "accident majeur" : un événement tel qu'une émission, un incendie ou une explosion d'importance majeure résultant de développements incontrôlés survenus au cours de l'exploitation d'un établissement couvert par la présente directive, entraînant pour la santé humaine ou pour l'environnement un danger grave, immédiat ou différé, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement, et faisant intervenir une ou plusieurs substances dangereuses ; [...]
Constats : L'évènement du 14/10/2022 ne constitue pas un accident majeur au sens de l'échelle européenne (directive SEVESO).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Evaluation de l'impact sur le milieu récepteur final (la Loire)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/10/2022, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Impact sur le milieu récepteur
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : R.512-69 du code de l'environnement : "Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme".</p> <p>Ce point de contrôle a pour objectif une caractérisation plus fine de la charge polluante qui est susceptible d'avoir rejoint le milieu récepteur final (Loire), du fait de la conjonction le 14/10/2022 : - des fortes pluies qui ont mis en surcharge le réseau de collecte des eaux de la ville ainsi que la STEP urbaine de Blois ayant conduit à des déversements des trop-pleins dans la Loire sans traitement, - de l'incident intervenu sur le site PROCTER&GAMBLE Blois ayant conduit à un rejet accidentel d'effluents de lavage des mélangeurs dans le réseau de collecte de la ville qui achemine sous convention les effluents de PROCTER&GAMBLE vers la STEP urbaine de Blois en vue d'un complément de traitement des paramètres biologiques en application des prescriptions préfectorales, elle-mêmes définies en application de l'arrêté ministériel du 2/02/1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. Les éléments collectés sont destinés à informer au mieux le procureur de la République concernant l'enquête judiciaire ouverte concernant cet évènement accidentel.</p> <p>Constats : L'exploitant fournira une conclusion quant à l'impact environnemental de l'incident, sur la base d'une interprétation de l'ensemble des résultats et investigations, en particulier au regard des données écologiques à consolider concernant le zinc.</p> <p>Observations : Dans le cadre de la gestion de crise, l'exploitant de la STEP urbaine de Blois a alerté l'IIC sur le fait que du fait des épisodes pluviaux, la STEP urbaine de Blois a rejeté une partie des effluents collectés à la Loire, sans traitement, via les trop-pleins. Ainsi, une partie de la charge biologique non traitée par le STEP interne de P&G du fait de l'accident n'a pas non plus été traitée par la STEP urbaine de Blois, tel que prévu dans le cadre de l'autorisation environnementale établie en tenant des capacités de traitement de la STEP urbaine (sous couvert d'une convention).</p> <p>Pour ce qui concerne les paramètres autres que biologiques, PROCTER a la totale responsabilité d'abattre la charge polluante (polluants métalliques tels que le Zinc, tensio-actifs (aucune VLE au niveau national concernant ce paramètre, qui est toutefois encadré dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, pour prévenir d'éventuels problèmes de moussage à la STEP urbaine de Blois). Sans traitement préalable sur la STEP interne de PROCTER, des phénomènes de moussage ont été observés dans la Loire, au point de rejet aval STEP urbaine de Blois, mais également en aval des déversoirs du réseau de collecte de la ville de Blois. Ce qui montre que la totalité des eaux résiduaires de la ville de Blois n'est pas acheminée pour traitement sur la STEP urbaine de Blois lors des épisodes pluvieux (d'autres eaux industrielles que celles envoyées par l'établissement PROCTER&GAMBLE Blois sont concernés). Cela a donné lieu à de nombreux appels de riverains auprès de la ville de Blois et à une intervention du SDIS41 en aval du déversoir qui rejette un peu en amont du pont Jacques Gabriel (article de presse paru à ce sujet dans la Nouvelle République du 15/10/2022).</p> <p>Lors de la gestion de crise, PROCTER a fait procéder à des prélèvements pour analyses, sur décision de la cellule de crise, en concertation notamment de l'exploitant de la STEP urbaine de Blois et de la DREAL Uid, en aval de la STEP urbaine de Blois (seul point de rejet à la Loire alors mentionné par le gestionnaire des ouvrages de collecte et de traitement de la ville de Blois). 2 points de prélèvements ont été retenus : canalisation sortie STEP urbaine de Blois + point de rejet</p>

à la Loire situé 1,3 km plus loin environ. L'exploitant a transmis les résultats à la DREAL par courriel du 18/11/2022 : Transmission des résultats d'analyse (SUEZ) des prélèvements réalisés sortie STEP Blois et exutoire Loire le 14/10/2022 dans le cadre de la gestion de crise (vers 12h) : - sortie STEP urbaine de Blois : pH 7,86, DCO 22 mg/l, Zn : 0,049 mg/l, conductivité : 1075 microS - exutoire Loire : pH 7,85, DCO 16,5 mg/l, Zn : 0,131 mg/l, conductivité : 1145 microS → L'inspection demande à l'exploitant de fournir une interprétation de ces résultats au regard des données écologiques à consolider concernant le zinc. En outre, L'exploitant affinera la caractérisation de l'effluent rejeté au réseau de collecte de la ville dans le rapport d'accident afin de se positionner plus clairement quant à l'éventuel caractère aquatoxique de l'effluent rejeté dans le cadre de l'incident, notamment en déterminant la part d'effluents de lavage issues des éventuelles campagnes de fabrication contenant du zinc pyrihione qui auraient alimenté la cuve de 200 m3 qui a rompu (si concerné, au regard également des valeurs écologiques du zinc pyrihione, dont les données inscrites à la FDS présentée ne sont pas interprétables en l'état et sont donc à consolider).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 10 : Analyse des causes - mesures correctives et curatives (RETEX)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2013, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident / analyse des cause / RETEX
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant transmettra le rapport final d'accident, comprenant notamment : - l'analyse des causes de la rupture pleine section de la cuve (investigations à mener : problème de conception, de vieillissement, autres ?), - le plan des actions correctives et curatives, au titre du RETEX (y compris concernant la seconde cuve de stockage des effluents avant traitement sur la station).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Reprise d'activité et mesures compensatoires transitoires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2013, article 71
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques en situation transitoire
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : APC 29/05/2013, article 71, principes directeurs : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents [...] et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans [...] les situations transitoires et dégradées [...].
Constats : L'exploitant précisera le calendrier de remplacement de la cuve de stockage des effluents de lavage Fast impliquée dans l'accident du 14/10/2022 et communiquera sa conclusion / décision concernant la seconde cuve, similaire.
Observations : Par courriel du 20/10/2022, l'exploitant a transmis la fiche de notification BARPI, selon laquelle : - la production de l'usine a été reprise à 13h45, avec envoi des effluents de lavage "Fast" dans la cuve BT1000 (sans redémarrage de la STEP interne), - la STEP interne a été redémarré à 50% de sa capacité de traitement à 17h50 (environ 15 m3/h). L'exploitant y indique la mesure compensatoire / provisoire qu'il a mis en œuvre dès le 18/10/22 pour le stockage des effluents Fast dans l'attente du remplacement de la cuve qui a rompu : "ajout de 2 cuves de 70 m3 unitaire". Le document indique que ces 2 cuves ne sont pas sur rétention mais qu'il a été décidé des contre-mesures suivantes : "cuves en acier dont les connexions entrée/sortie sont résistantes à une pression de 10 bars avec raccordements aux extrémités résistants à une pression de 30 bars ; cuves récentes équipées de détecteurs de niveau interconnecté à la vanne d'entrée produit qui se fermera en automatique en cas de détection de niveau haut, et équipées de manomètre et lecture directe du niveau dans la cuve, ainsi que de vannes manuelles d'isolement en entrée / sortie.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Contenu du POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2013, article 7.7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers.</p> <p>L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'analyse des enseignements à tirer [...] - la mise à jour systématique du P.O.I. en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées. <p>Le P.O.I. est remis à jour tous les 3 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.</p> <p>Le P.O.I. et les modifications notables successives sont transmis à l'inspection des installations classées et au service départemental d'incendie et de secours.</p>
Constats : L'exploitant procèdera à la mise à jour du POI pour intégrer les améliorations identifiées dans le cadre de la gestion du présent accident (par exemple : clarification des conditions de déclenchement du POI en cas de déversement accidentel).
Observations : Le POI a moins de 3 ans (version utilisée en salle de crise : 06/2021).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2013, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en Eau et milieux aquatiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, • les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) • les secteurs collectés et les réseaux associés • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) • les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : Le plan des réseaux est disponible. Il n'est pas complètement à jour.
<p>Observations : L'inspection s'est rendue, munie du plan des réseaux fourni sur demande par l'exploitant, au niveau des différents obturateurs pollustops déclenchés (n°1, réf 201, correspondant au point de rejet interne identifié REI I dans l'arrêté préfectoral d'autorisation et le n°3, réf 202, correspondant au point de rejet interne identifié REI III dans l'arrêté préfectoral d'autorisation). L'inspection observe que le plan (réf. O2-0039) est à mettre à jour suite à la rénovation des regards vers puisards d'infiltration 73 et 83 (se reporter au point de contrôle "actions correctives").</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet